

Rapport de mission conjointe de suivi et mise à jour du contexte humanitaire
à Kazimia, une des localités du groupement Bashikalangwa dans le secteur
de Nganja sur le littoral sud-est du territoire de Fizi
<https://ehtools.org/alert-view/4375>



Période de la mission : du 08 au 11 juillet 2022

Les participants à la mission :

- ✓ Nations-Unies : OCHA
- ✓ ONG internationales : CARE INTERNATIONAL, IMC et SCI
- ✓ ONG nationales : ACAD, ADED, AIDES, ANOEV EF3, AVREO, CARITAS DEVELOPPEMENT UVIRA, CEDIER, CODEVAH, EPF, HCC, KUA, SOFIBEF, TPO-RDC et VVA

FAITS SAILLANTS DE LA MISSION

- 1. Mouvement des populations.** Plus 27 000 personnes déplacées de 4 278 ménages sont arrivées dans la localité de Kazimia entre mars et mai dernier en provenance des Hauts et Moyens-Plateaux de Fizi suite à la persistance des violences armées. Ces personnes déplacées sont dans des différentes familles d'accueil avec des multiples besoins humanitaires non couverts en abris, protection, vivres, articles non alimentaires, soins médicaux, eau potable, éducation, etc. Comme Kazimia est connu comme une zone qui accueille constamment les personnes déplacées, les interventions de type renforcement de la résilience communautaire en faveur de ces personnes vulnérables sont fortement recommandées.
- 2. Présence opérationnelle.** Depuis janvier 2020, la zone connaît une quasi-absence des partenaires humanitaires en raison de la persistance des incidents sécuritaires contre les travailleurs humanitaires et de la détérioration de l'état de route. Cette situation prive, au moment de la mission, ces personnes déplacées d'un accès à une assistance humanitaire multisectorielle dont elles ont grandement besoin.
- 3. Accès physique.** La localité de Kazimia est accessible par la route (véhicule et moto) pendant la saison sèche (axe Malinde-Sebele-Kikonde-Kazimia). Toutefois, le tronçon routier Sebele-Kikonde-Kazimia, long d'environ 45Km, est difficilement praticable en saison de pluie en raison de la présence de multiples points chauds (trous, dégradation des chaussées, etc.). Un traitement de ces points chauds sur ce tronçon routier d'intérêt humanitaire est nécessaire pour permettre l'amélioration des conditions d'accès physique et l'acheminement d'intrants humanitaires dans cette localité comptant un nombre critique des populations civiles vulnérabilisées par la persistance des violences armées.
- 4. Accès humanitaire et acceptation communautaire.** L'axe routier allant de Malinde à Kazimia en passant par Sebele et Kikonde est suffisamment sécurisé par les forces congolaises de défense et sécurité pouvant assurer la protection des opérations humanitaires. Cependant, la présence des milices armées dans certaines zones de cet axe routier nécessite la mise en place des alternatives communautaires notamment l'organisation des dialogues avec toutes les parties prenantes pour obtenir des engagements sur la protection des opérations humanitaires. Lors de cette mission, OCHA a organisé à Kazimia deux séances de promotion des principes humanitaires pour l'amélioration de l'accès et acceptation avec les représentants des différentes couches des communautés de cette localité (officiers militaires et policiers congolais, dirigeants coutumiers, leaders religieux, membres des différentes corporations de la société civile locale, et responsables des structures communautaires de base). La poursuite de cette activité s'avère pertinente pour maintenir un accès et offrir une forme de protection aux travailleurs humanitaires.

1. Description du contexte

Le présent rapport concerne la mission de suivi et de mise à jour du contexte humanitaire dans la localité de Kazimia, groupement Bashikalangwa, secteur de Nganja, littoral sud-est du territoire de Fizi.

Cette mission a été conduite par OCHA du 08 au 11 juillet 2022 avec la participation active de quelques organisations humanitaires. Il s'agit des ONG internationales (CARE INTERNATIONAL, IMC et SCI), des ONG nationales (ACAD, ADED, AIDES, ANOVEV EF3, AVREO, CARITAS DEVELOPPEMENT UVIRA, CEDIER, CODEVAH, EPF, HCC, KUA, SOFIBEF, TPO-RDC et VVA) et du représentant de l'autorité territoriale de Fizi (Coordonnateur Humanitaire Baraka-Fizi).

Cette mission fait suite aux alertes reçues des dirigeants locaux faisant état de l'arrivée des personnes déplacées fuyant la dégradation de la situation de protection due à la grande activité des groupes armés dans quelques zones notamment Bibokoboko, Burembo, Karamba, Kisengeta, Mayenga, etc. Dès lors, il était nécessaire de faire le suivi de ces alertes afin de se rendre compte des conditions dans lesquelles vivent ces personnes vulnérables et leurs communautés hôtes, de proposer les recommandations en guise de réponse à l'endroit des organisations humanitaires. C'est dans ce cadre qu'OCHA a mobilisé les partenaires ci-haut repris.

2. Situation sécuritaire

D'une manière générale, le groupement de Bashikalangwa est dominé par une grande activité des groupes armés. La grande partie de la zone est sous contrôle des milices Mai-Mai qui profitent de sous effectifs des forces congolaises de défense et sécurité. Pour la localité de Kazimia, la situation sécuritaire est relativement calme suite à une présence des militaires congolais de l'unité navale dite FUMA et des policiers congolais. Des échanges avec quelques membres de la communauté locale, certains soldats de cette unité seraient impliqués dans la dégradation de la situation de protection. La présence des miliciens Mai-Mai est signalée dans les zones environnantes. Au moment de la mission, aucun incident sécuritaire majeur n'a été enregistré.

3. Accessibilité géographique

La localité de Kazimia (S 04°32'48.48' ; E 29°09'12.88') est accessible par les véhicules légers 4X4 et d'autres véhicules lourd pesant moins de 20 tonnes. Pendant la saison sèche, l'état du tronçon routier Sebele-Kikonde-Kazimia est praticable, long de 45Km. Lors de la saison des pluies, ce tronçon routier est difficilement accessible suite à la présence de plusieurs points chauds. La réhabilitation de ces points chauds s'avère indispensable pour permettre l'acheminement d'intrants humanitaires dans cette localité comptant un nombre critique des populations civiles vulnérabilisées par la persistance des violences armées

4. Couverture en réseau de téléphonie mobile

La localité de Kazimia et ses différents quartiers où vivent des personnes déplacées sont couverts par les réseaux de téléphones mobiles (Airtel, Orange et Vodacom). Ces réseaux (particulièrement Airtel) servent également pour la connexion Internet mobile et le transfert monétaire.

5. Méthodologie de collecte des informations et données

- Entretiens avec les personnes ressources : autorités locales (administratives, militaires, policières, sanitaires et sécuritaires), leaders communautaires, présidents des comités des déplacés, responsables des organisations communautaires de base, etc.
- Focus group avec les personnes déplacées dans les zones visitées.
- Documentation : consultation-analyse-vérification et triangulation des données primaires
- Observation directe de la situation sur le terrain

6. Présence opérationnelle

La localité de Kazimia fait face à la quasi-absence des organisations humanitaires depuis janvier 2020 à la suite notamment des incidents sécuritaires contre les travailleurs humanitaires sur l'axe menant de Malinde à Kikonde en passant par Sebele ainsi qu'à la détérioration du tronçon routier Sebele-Kikonde-Kazimia. Dans la zone, on compte une dizaine d'ONG locales travaillant sans financement dans le monitoring de protection.

7. Résultats de la mission

7.1. Mouvement de population

Au total, 4 278 ménages déplacés de 27 102 personnes ont été identifiés. Ces personnes déplacées ont fui diverses exactions des groupes armés dans les Hauts et Moyens-Plateaux de Fizi. Elles sont toutes en familles d'accueil. La majorité d'entre elles n'a pas encore totalisé plus de trois mois. Ces personnes vulnérables viennent exacerber les difficiles conditions de vie des populations hôtes, et toutes se retrouvent dans une situation humanitaire préoccupante, nécessitant une intervention multisectorielle d'urgence dans un environnement à faible présence humanitaire, ponctué par la récurrence des flambées de cas de malnutrition aiguë sévère, de rougeole et des maladies à transmission hydrique (dont le choléra).

Synthèse des personnes déplacées dans la localité de Kazimia sur le littoral sud-est de la Zone de santé de Fizi

#	QUARTIER	MENAGE	TAILLE DE MENAGE	ZONE DE PROVENANCE	PERIODE D'ARRIVEE
1	BRAZZA	348	2 558	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
2	BWIYA	343	2 338	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
3	KABOGO1	95	507	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
4	KABOGO2	75	503	Kalelenge, Kisengeta et Burembo	Mars Avril Mai 2022
5	KATONDJE	123	913	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
6	KIREWA 1	1 015	7 017	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
7	KIREWA 2	226	1 715	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
8	MANJANJA	1 045	6 278	Kalelenge, Kisengeta et Burembo	Mars Avril Mai 2022
9	MCHIBAKI	18	125	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
10	MUKUYU	549	1 931	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
11	TANGANYIKA	313	2 257	Kalelenge, Mwangwa, Burembo et Kisengeta	Mars Avril Mai 2022
12	YERUSALEMU	128	960	Burembo,Kisengeta,Kalelenge	Mars Avril Mai 2022
TOTAL		4 278	27 102		

7.2. Besoins sectoriels

7.2.1. Abris et articles ménagers essentiels

Après les entretiens effectués, focus groupes organisés et des visites réalisées au sein des ménages déplacés et leurs familles d'accueil ainsi que des observations directes et indirectes dans la localité de Kazimia à travers les douze quartiers visités, l'équipe de la mission a constaté que la majorité des ménages déplacés et quelques familles d'accueil sont dépourvu des articles ménagers essentiels par le fait que la plus part des personnes déplacées sont arrivées sans leurs objets notamment le support de couchage

particulièrement les couvertures, les nattes, des ustensiles de cuisine. D'autres ont déclaré avoir été victimes de pillage de leurs biens non alimentaires en cours route par les miliciens armés. Ces ménages déplacés préparent leur nourriture grâce à la générosité des familles d'accueil. Dans ces dernières, il a été observé une forte promiscuité, augmentant les risques de contamination des maladies infectieuses. Une grande partie des ménages déplacés est contrainte de vivre et partager avec les familles hôtes les abris transitionnels constitués des murs en briques adobes et des toitures mixtes (tôles ondulées et pailles). Une autre partie des ménages déplacés, surtout ceux vivant dans les quartiers périphériques, vit dans des maisons abandonnées.

Recommandation :

- Appui en Kits d'abris transitionnels ;
- Assistance en articles ménagers essentiels incluant les kits de cuisine, les kits de couchage, les kits dignités ainsi que les vêtements.

7.2.2. Eau, Hygiène et Assainissement

- **Eau potable.** Selon le constat fait lors de notre visite, il se pose un problème d'eau dans toute la localité de Kazimia. Que ça soit dans les formations sanitaires, les écoles ainsi que dans la communauté. L'adduction qui desservait toute la cité ne fonctionne plus. La majorité des populations s'approvisionnent en eau au niveau de lac Tanganyika. Cette eau est utilisée pour divers besoins notamment la boisson, la lessive, lavage sans aucun traitement au préalable. Ce qui expose les populations à des maladies à transmission hydrique (diarrhée, choléra, etc.) et favorise la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. A côté d'approvisionnement, s'ajoutent les difficultés liées au puisage et stockage de l'eau. Les formations sanitaires, écoles et ménages visités ont très peu de récipients de stockage et puisage d'eau. Maximum de 2 à 5 bidons de 20L par structure. Dans les ménages déplacés, ces récipients sont généralement sales et non couverts. Quelques impluviums construits en 2019 au niveau des formations sanitaires et écoles ne fonctionnent plus. Le personnel médical et les techniciens d'assainissement accusent beaucoup de lacunes dans les notions de traitement de l'eau. Le besoin en eau potable est toujours accru dans cette localité sans puits d'eau ni une source aménagée.
- **Hygiène.** Très peu de kits de lavage des mains dans les formations sanitaires et presque pas dans les écoles et dans la communauté. Même constat dans le marché local. Dans l'ensemble de la zone visitée, il n'existe pas de système collectif de lessive et de séchage. Les comités locaux d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires existent mais nécessitent des formations de renforcement de capacités sur leur rôle et responsabilités.
- **Assainissement.** Dans les formations sanitaires et écoles, il s'est observé un problème d'insuffisance des latrines et la présence de plusieurs trous à ciel ouvert. Les quelques latrines qui existent ne sont pas hygiéniques moins encore séparées par sexe ni par statut personnel et malade. De plus, aucune latrine ne permet la gestion de l'hygiène menstruelle et aussi l'accès aux personnes à mobilité réduite. Ce qui indispose d'avantage les femmes malades en âge de procréation, et est à la base d'absentéisme des élèves filles aux cours une fois dans la menstruation. L'environnement scolaire et sanitaire est sale. Toutes les structures ne sont pas clôturées. Les cours sont victimes des animaux domestiques en divagation. Les zones à déchets ne sont pas sécurisées par un enclos. Certains ouvrages tels que les incinérateurs et fosses à placenta sont à réhabiliter/construire. Des visites avec observations effectuées dans la communauté couplées aux entretiens ont révélé la présence de beaucoup d'herbes et une prédisposition des eaux stagnantes quand il pleut. Ce qui est à l'origine de beaucoup de moustiques à la base de la persistance des maladies telles que la malaria. La défécation à l'air libre a été observée partout là l'équipe de la mission est passée. La majorité de ménages aux alentours du lac n'ont pas de latrines. Ces ménages défèquent dans le lac. Pourtant l'eau du lac est utilisée pour la boisson et autres besoins domestiques. Quelques ménages disposent des latrines qui sont en très mauvais état et utilisées par 4 à 5 ménages en

même temps. Les FOSA et les écoles ne disposent pas de kits de nettoyage et entretien des latrines.

- **Prevention et contrôle des infections.** Dans différentes formations sanitaires visitées, il se pose un problème d'insuffisance d'équipement de protection individuelle. Le personnel a très peu de notions sur la prévention et le contrôle des infections. Ce qui le prédispose à des contaminations nosocomiales.

Recommandations :

- Mener une évaluation approfondie pour identifier et relever les principaux défis en WASH auxquels font face les personnes déplacées dans la localité de Kazimia ;
- Fournir une assistance aux intrants essentiels en WASH à la communauté de Kazimia, ses formations sanitaires et écoles.
- Construire et réhabiliter les latrines dans les écoles et formations sanitaires, séparées selon le sexe et le statut, ainsi que dans la communauté en tenant compte de gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que l'accès des personnes à mobilités réduites.
- Doter les formations sanitaires et écoles en kits WASH, kits d'entretien et nettoyage des latrines, kits d'entretien environnemental
- Mise en place de l'approche santé environnementale
- Doter les formations sanitaires en équipement de protection individuelle
- Procéder à la formation des comités d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires
- Construire et/ou réhabiliter des infrastructures scolaires et sanitaires
- Construire des enclos pour sécuriser les formations sanitaires et écoles ainsi que les zones à déchets.

7.2.3. Education

Selon le constat fait pendant la mission, Kazimia compte sept écoles primaires, cinq écoles secondaire et deux écoles maternelles. Toute ces écoles sont mécanisées et payer par le gouvernement congolais sauf une école maternelle privée. Au total 59 enseignants dont 11 femmes et 8 Directeurs tous qualifiés et payés sauf 5 enseignants. Les enfants dont l'âge varie entre 5-14 ans sont scolarisés dans ces écoles qui ont une faible capacité d'accueil. La dernière formation des enseignants date de février 2020 malgré les besoins exprimés aux autorités de l'EPST (Enseignement Primaire, Secondaire et Technique). Sur le plan infrastructure, deux sur sept écoles de Kazimia sont logées dans des bâtiments privés, une construite dans le cadre de réponse rapide aux mouvements des population (RRPM) en 2014 par l'ONG AVSI. Cette école est dans un état de délabrement avancé et constitue un danger permanent pour les enfants. Les latrines, les pupitres, les tableaux noirs, les manuels scolaire et les matériels didactiques sont insuffisants pour certaines écoles, et dans d'autres ce sont les matériels et équipements très capital pour la qualité de l'enseignement n'existe presque pas. Les focus groupes avec quelques écoliers ont révélé que les élèves sont victimes des travaux lourds, des punitions corporelles et des abus émotionnels, une pratique qui contribue à l'accroissement du taux de l'abandon scolaire (estimé à plus de 10% pour l'année 2021-2022). D'après les entretiens avec les responsables des écoles visitées, plusieurs enfants sont restés hors système scolaire pour diverses raisons avec les risques d'autres abus plus grave au niveau de la communauté.

Recommandations :

Pour améliorer la qualité de l'enseignement et rendre les écoles de Kazimia sûres pour les enfants, l'équipe de la mission recommande de :

- Organiser les cours de récupération et intégration des enfants hors système scolaire
- Appuyer les écoles par les matériels didactique
- Former les enseignants et les membres de COPA et COGES sur différents modules comme :
 - La gestion d'une classe pléthorique
 - Le guide de l'enseignants des cours de Kiswahili

- La prise en charge psychosociale des enfants en situation des classes,
- L'enseignement en situation d'urgence
- La bonne gouvernance en milieu scolaire
- Réhabilitation des infrastructures scolaires pour renforcer les capacités d'accueil des enfants
- Distribution des matériels scolaires à tous les enfants scolarisés
- Mise en place des clubs scolaires dans toutes les écoles et les former sur les droits et la protection des enfants
- Octroyer une subvention aux écoles pour l'amélioration de l'environnement scolaire.
- Doter les écoles des pupitres et des tableaux noirs

7.2.4. Protection et risques de protection

La population hôte de Kazimia et celle touchée par le déplacement font face à plusieurs cas d'incidents de protection causés par d'une part par certains éléments incontrôlés de l'unité navale des forces armées congolaises, et d'autre part par des éléments des groupes armés. Les incidents mentionnés ci-dessous, à titre d'exemple, ont été commis dans les deux derniers mois avant cette mission. Lors des échanges avec quelques organisations locales travaillant dans le monitoring de protection, il a noté 32 cas de tortures corporelles (coups et blessures) infligés aux civils, 2 cas d'assassinat (7 personnes victimes), 5 cas d'enlèvement des migrants burundais par les individus armés non identifiés, 10 cas des pêcheurs arrêtés pour n'avoir pas payé la taxe de sécurité (qui consiste à donner une quantité suffisante des poissons aux militaires congolais à titre de participation aux efforts de la sécurisation de la zone), 5 cas d'arrestation arbitraires d'une vingtaine des jeunes accusés de collaborer avec les miliciens Mai-Mai, 7 cas d'extorsion des biens contre les femmes allant aux champs situés à plus d'une heure de marche à pieds, etc. Lors des focus groupes avec les communautés hôtes et déplacées, une pratique courante a été dénoncée. Celle de collecte forcée de produits agricoles et de pêche les jours de marché local. Les récalcitrants auraient droit à des coups et arrestations suivies des amendes. Les autorités locales tant civiles que militaires ont dit ne pas être informées de cette pratique. Quelques familles déplacées et d'accueil ont également fait observer quatre cas de disparition de leurs proches.

Protection générale :

- Récurrence des cas de tracasseries orchestrées par quelques éléments incontrôlés de l'unité Fuma, entraînant une crise de confiance avec les différentes couches de la population, particulièrement les membres de la société civile et les différentes corporations de la jeunesse locale.
- Problématique d'ingérence des agents des services congolais de sécurité dans les questions relevant de droit commun. Par exemple, les affaires de divorce et d'adultère sont suivies par les éléments de l'unité FUMA/FARDC, les problèmes d'accusation de sorcellerie sont tranchés par l'Agence Nationale de Renseignements (ANR), les dossiers des migrants économiques burundais avec et/ou sans documents sont instruits à la fois à la DGM et aux FARDC, etc.
- Faible collaboration entre la communauté locale et les soldats congolais de l'unité FUMA dont certains éléments sont perçus par la communauté comme les principaux vecteurs de l'insécurité. Les soldats congolais accusent les habitants de collaborer avec les miliciens Mai-Mai.

Protection de l'enfant

- Présence d'un nombre important des enfants en rupture des liens familiaux, surtout dans le quartier périphérique de Manjanja,
- Des alertes faisant état des enfants au sein des groupes armés vers les villages environnants (Kalelenge, Makama et Kibenge),
- Plusieurs cas de mariage forcés et précoces

VGB.

En lien avec la grande activité des groupes armés et des incidents de protection attribués à certains éléments incontrôlés de l'unité FUMA/FARDC dans la zone, il a été signalé plus d'une centaine des cas de viols dont

une vingtaine sur mineures. Les présumés auteurs sont des miliciens Mai-Mai et quelques soldats congolais de cette unité navale. Ces cas restent impunis jusqu'à ce jour. Lors des entretiens semi-structurés, quelques femmes déplacées ont déclaré avoir été violée de manière répétitive pendant leur fuite par des miliciens Mai-Mai. Elles n'ont pas bénéficié d'aucune prise en charge médicale. A cela s'ajoutent des allégations faisant état d'arrestation et détention de sept femmes pendant une semaine par quelques soldats congolais de l'unité FUMA. Ces femmes seraient de la presqu'île d'Ubwari. Selon certaines organisations féminines locales, ces femmes auraient servi d'esclaves sexuelles. Leur libération aurait fait l'objet de marchandage. Les témoignages recueillis font état de conséquences au niveau individuel et familial.

- Au niveau individuel : les conséquences médicales (grossesse, infections sexuellement transmissibles, lésions corporelles, etc.) et psychologiques sont importantes.
- Au niveau familial : Le vécu du viol a fragilisé les liens conjugaux, et la capacité des femmes à prendre soins de leurs enfants. Certaines femmes sont sans soutien car elles ont le sentiment d'être abandonnées et séparées. D'autres ont été répudiées par leurs maris à cause des viols qu'elles ont endurés. La crainte de représailles, du rejet et de la stigmatisation de la part de la communauté, engendrent une culture du silence autour du viol.

Logement, Terre et Propriété.

Dans les douze quartiers visités et se basant sur les informations fournies par des informateurs clés et des focus group, il s'observe une série d'atteintes au droit LTP dont certaines sont déjà visibles et d'autres pourraient survenir si rien n'est fait dans un délai plus ou moins court. Il s'agit notamment de :

- Difficulté pour les personnes déplacées d'accéder à la terre
- Ingérence manifeste des services de sécurité dans les questions liées à l'octroi des terres, fragilisant l'autorité des chefs coutumiers locaux et engendrant des conflits fonciers (conflits des limites des parcelles) se résolvent généralement par la vengeance ;
- Suite à la promiscuité dans les familles d'accueil, certains ménages déplacés ont le sentiment d'avoir perdu le respect à la vie privée et à l'intimité familiale
- Certains ménages déplacés ne sont plus en mesure de supporter le coût local du loyer de leurs habitations et/ou des portions de terre pour la préparation de la saison culturale prochaine. Les propriétaires des maisons et de terres les menacent des expulsions forcées. Risque que ces ménages déplacés puissent aller occuper les milieux publics (écoles, églises, etc.) comme abris.

Recommandations :

- Nécessité de la présence des acteurs qualifiés en protection, membres du cluster protection, pour sensibiliser les éléments de l'unité navale FUMA et autres acteurs de sécurité sur le Droit International Humanitaire et des aspects de protection dans le but de renforcer la sécurité des populations civiles et de leurs biens ;
- Renforcer la présence des acteurs de protection (monitoring des incidents, prévention, réponse) pour la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG, la protection de l'enfant en situation d'urgence et également les activités de LTP.
- Plaidoyer pour assurer la disponibilité des Kit PEP et une prise en charge médicale, psychologique et sociale, y compris mener une réflexion sur quelle stratégie adopter pour les villages affectés les plus reculés ;
- Tenir compte de la place centrale de la protection lors de la réponse humanitaire : les considérations de protection doivent être au centre de la planification et de la mise en œuvre, ainsi que les principes directeurs notamment le « do no harm » et la non-discrimination

7.2.5. Santé & Nutrition

Lors des échanges avec les dirigeants sanitaires locaux, il a été noté que les habitants de la localité de Kazimia vivent à moins de 5 Km des formations sanitaires et sont concentrés à Lulimba-centre. Bien que limité par le lac Tanganyika à l'Ouest, seulement une partie de ces habitants (estimée à moins de 20%) a accès à l'eau potable. Le reste des habitants utilise l'eau du lac. D'où

la récurrence des maladies d'origine hydrique, particulièrement le choléra. La faible couverture vaccinale favorise des flambées épidémiques de la rougeole. Les complications du paludisme, des infections respiratoires aiguës et des diarrhées sont les autres principales pathologies fréquentes. La surveillance communautaire de base, à travers les interventions des relais communautaires, doivent être renforcés afin d'anticiper la survenue de ces épidémies ou d'en limiter les conséquences.

Des personnes déplacées fuyant les violences armées sont concentrées dans des familles d'accueil de Kazimia-centre. Ces personnes déplacées n'ont pas accès aux soins de santé de base de qualité. Elles doivent travailler pour la communauté locale afin de trouver de l'argent pour payer les frais de soins reçus au niveau des formations sanitaires. Ne recevant pas de subvention de fonctionnement de l'Etat et/ou un appui humanitaire, ces formations sanitaires ne peuvent assurer les soins gratuits aux personnes déplacées car fonctionnant sur des fonds générés par les paiements des utilisateurs des services déjà profondément affectés par la situation d'ordre structurel que connaît la RDC depuis plus de vingt ans. Le taux d'utilisation des services serait corrélé à l'abondance de la pêche sur le lac Tanganyika, évidence que la pauvreté des ménages hôtes limite l'accès aux soins de santé. Quelques personnes déplacées n'y arrivent qu'après plusieurs tentatives infructueuses dans les chambres de prières et/ou chez les prestataires informels.

Le personnel soignant des formations sanitaires sont démotivés et le service de mauvaise qualité. Lors des entretiens avec ce personnel, quelques infirmiers se sont plaints de certaines personnes déplacées qui accèdent aux soins mais n'arrivent pas à payer leurs factures dont la tarification est la suivante : Consultation ambulatoire équivalent à 3 USD et à 10 USD en observation.

La situation de la nutrition est très critique. Mensuellement plus d'une soixantaine d'enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes sont consultés et enregistrés comme malnutris aiguës sévères. Cependant, le manque d'intrants ne permet pas la prise en charge, les exposant ainsi à des conséquences graves et irréversibles.

Recommandations :

- Une assistance humanitaire dans ce secteur de santé pourrait non seulement donner accès aux soins de qualité aux personnes déplacées, mais aussi appuyer le système de santé afin d'améliorer ses performances.
- Mener l'évaluation de façon rapide de la situation nutritionnelle des populations déplacées et hôtes en vue d'avoir des données de base et d'orienter les actions.

7.2.6. Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance

La localité de Kazimia est en Phase 3 de l'IPC 2022. Sa situation en sécurité alimentaire est préoccupante avec l'arrivée depuis mars 2022 des personnes déplacées dont leur présence pèse sur la population hôte sur le plan alimentaire. Lors des entretiens avec les communautés, il a été noté que la majorité des habitants de Kazimia pratique la culture maraîchère et vivrière d'autosuffisance alimentaire.

Les personnes déplacées se trouvent dans les familles d'accueil et rencontrent des difficultés sérieuses pour l'accès à la nourriture. La fréquence de consommation alimentaire est d'un repas par jour pour les ménages déplacés et deux fois pour les ménages d'accueil. La majorité d'entre eux n'a pas l'accès aux champs fertiles, car ces champs se trouvent dans les zones occupées par des groupes armés. Ceux qui accèdent aux champs fertiles manquent d'intrants agricoles (semences et outils aratoires) pour assurer la production agricole ainsi que les bétails. Les femmes ne peuvent pas aller aux champs se trouvant à plus d'une heure de marche par craintes d'enlèvement, de viol et menaces par les groupes armés. A ces difficultés s'ajoutent le problème d'accès à la terre pour les personnes déplacées, l'augmentation de prix des produits de première nécessité sur le marché local, etc.

Cette situation est à la base de la malnutrition modérée et sévère observée dans la zone au moment de la mission, spécialement pour les enfants dont l'âge varie entre 6 et 59 mois ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Les ménages déplacés manquent les intrants agricoles nécessaires pour assurer la production agricole en champs (semences vivrières, maraîchères et outils) ainsi que les bétails.

Selon les entretiens organisés auprès des ménages, la pêche dans le lac Tanganyika n'a pas de bonne production du fait que les pêcheurs ne disposent pas d'unités de pêche, de conservation et de transformation de leurs produits.

Les personnes déplacées exercent des travaux journaliers champêtres dans le milieu d'accueil rémunérés à moins d'un dollar par tâche. Aucune assistance humanitaire alimentaire n'a été signalée depuis leur arrivée dans la zone.

Le marché local se tient deux fois la semaine, chaque lundi et jeudi. Les produits retrouvés dans ces marchés sont : arachide, farine de manioc, farine maïs, cossette de manioc, haricots, huile raffinée, sel, sucre, etc.

Recommandations :

- Appui en intrants agricoles (semences et outils aratoires) ;
- Assistance alimentaire d'urgence pour soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des populations déplacées dans la zone ;
- Appui en petits bétails pour améliorer l'état nutritionnel des enfants et femmes enceintes et allaitantes en protéines animales ;
- Renforcement des moyens de subsistance à travers les transferts de cash à usage multiple





